

**LE POINT DE VUE DE ISABELLE GUÉRIN, MARC ROESCH, JEAN-MICHEL SERVET**

## Développement : quand la « bulle » de la microfinance éclatera

**P**réter une petite somme d'argent à un pauvre afin qu'il libère son potentiel créatif, développe sa propre activité et sorte ainsi de sa situation de pauvreté est une idée à la fois simple et stimulante. Quand elle est de surcroît promue par des institutions comme la Banque mondiale, appuyée par des fondations de grandes entreprises, louée par nombre de personnalités de la sphère politico-médiatique, puis couronnée par l'attribution d'un prix Nobel de la paix, cette idée tend à devenir « la » solution pour sortir de la pauvreté.

Depuis quelques mois, la crise financière reporte sur la microfinance de nouvelles attentes. Les dysfonctionnements multiples des marchés et les dangers de la spéculation apparaissent au grand jour. Gangrenée par l'appât du gain et une opacité délibérée, cette « mauvaise » finance est stigmatisée et rendue responsable de la ruine de millions de ménages surendettés. Par contraste, la microfinance représenterait la « bonne » finance : une finance solidaire au service des plus démunis, dont les principes de fonctionnement – proximité, transparence – permettent de réhabiliter le sens originel de la finance : donner confiance et faire lien.

Ce discours a l'immense mérite de nous donner des raisons d'espérer dans un monde de plus en plus cynique et incertain. Mais la réalité apparaît sur le terrain moins idyllique. La microfinance n'est ni « bonne » ni « mauvaise » : tout dépend de la manière dont elle est mise en œuvre. Dans un contexte de financiarisation croissante, les exclus des banques commerciales ont besoin de services financiers et en particulier les pauvres. Ils ont besoin de crédit, mais aussi d'épargne, d'assurance et de transferts de fonds. Ils en ont besoin pour développer ou renforcer des activités génératrices de revenu. Mais ils en

ont besoin aussi et surtout pour se protéger contre les risques de l'existence et lisser des dépenses et des ressources irrégulières et imprévisibles. Plaider pour une meilleure inclusion financière – et l'objectif de la microfinance est ici – est donc parfaitement légitime. En revanche, miser sur le seul microcrédit pour sortir les pauvres de leur misère est une erreur grossière et dangereuse. Et penser que s'adresser aux pauvres est, par nature, un signe de solidarité est tout aussi mensonger.

Dans de nombreuses régions de la planète, la concurrence entre institutions de microfinance et les pressions croissantes de rentabilité se traduisent par une agressivité commerciale de moins en moins compatible avec des objectifs de solidarité. Mal utilisée, la microfinance peut alors générer des cas de surendettement. C'est déjà le cas dans plusieurs régions du monde, par exemple en Bolivie, en Inde, au Bangladesh, aux Philippines, au Bénin ou, plus récemment, au Maroc. Séduits par un accès désormais aisé au crédit, de plus en plus de ménages pauvres ou simplement exclus des banques commerciales n'hésitent plus à s'endetter. Mais c'est souvent pour mieux se nourrir, se soigner, éduquer leurs enfants, financer un mariage ou... rembourser un ancien crédit. Et beaucoup plus rarement pour créer ou développer leur outil de travail.

Depuis plusieurs années, des praticiens de la microfinance et des chercheurs alertent les acteurs du secteur (organisations de la société civile, bailleurs de fonds et de plus en plus les banques) sur les limites de l'outil microcrédit et des risques de sa croissance rapide et non maîtrisée. En dépit de ces mises en garde répétées, persiste une croyance aveugle aux bienfaits du microcrédit. En refusant le débat autour de cette « bulle » du surendettement des pauvres, en se focalisant sur la viabilité des

organisations de microfinance au détriment de celles des familles d'emprunteurs, on retarde les mesures à prendre pour éviter l'effondrement du système. Quelques événements récents montrent que ce risque est imminent : les difficultés de remboursements récurrentes de la Grameen Bank, les suicides d'emprunteurs en Inde du Sud, les alertes du président de la Fédération marocaine de la microfinance, les timides mises en garde du prix Nobel Yunus lui-même, ou encore les polémiques suscitées par des taux d'intérêt de 100 % l'an réclamés par certains et l'opacité même de leur calcul.

Il est urgent de réguler le secteur et de lutter contre la recherche effrénée de rentabilité. Il est également urgent de reconnaître et de poursuivre les efforts déployés au cours des dernières décennies par certaines organisations de microfinance pour diversifier leurs services (épargne, assurance et transferts de fonds pour les migrants sont tout autant sinon plus nécessaires que le microcrédit), les adapter aux besoins des familles et des territoires et les insérer dans une stratégie globale d'insertion socio-économique et de développement local, en un mot pour faire de la microfinance un levier de solidarité. Il est enfin impératif de revenir à une vision plus réaliste : la microfinance est un outil nécessaire, à condition toutefois qu'il soit manipulé avec prudence par des professionnels des questions de développement et non des seuls financiers. L'éclatement de la « bulle » ne peut que conduire à un rejet quasi général. On aura jeté le bébé avec l'eau du bain.

**Isabelle Guérin est chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Marc Roesch est chercheur au Cirad, Jean-Michel Servet est professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (université de Genève).**